

La FNSEA resterait majoritaire aux chambres d'agriculture

Le commentaire d'un sociologue

L'heure des comptes, par François Purseigle*

Se compter, tel est certainement l'enjeu majeur d'une année 2007 riche en élections. De manière concomitante, ce qui sera vrai pour les formations politiques de notre pays, le sera également pour les formations professionnelles que sont les syndicats agricoles. Pour la première fois dans l'histoire de la cinquième république les agriculteurs seront appelés aux urnes la même année pour exprimer les orientations qu'ils veulent donner tant à leur profession qu'à une république dont la composante agricole s'amenuise.

La compréhension des enjeux se profilant derrière le scrutin professionnel que sont les élections aux chambres d'agriculture s'inscrit dans un contexte électoral d'autant plus particulier que les agriculteurs apparaissent comme une minorité parmi d'autres. Prendre le pouls de la diversité des intérêts spécifiques d'une catégorie professionnelle minoritaire jusque dans l'intimité spatiale formée par de nouvelles ruralités, ne revêt plus la même signification qu'hier. En effet, même parmi les ruraux, les agriculteurs sont de moins en moins nombreux et présentent le visage d'une population vieillissante.

Les orientations professionnelles que prendra la profession agricole dans les années à venir devront plus que jamais s'inscrire dans la construction de nouvelles alliances dont les contours se dessineront également lors des élections aux chambres d'agriculture. C'est un paradoxe mais les destinées de la profession agricole sont plus que jamais liées à celles de la Nation toute entière.

Le pluralisme syndical bel et bien installé

Bien plus qu'un préalable, c'est je crois dans cette perspective qu'il convient de lire les résultats de ce sondage. Quels enseignements le sociologue peut-il tirer de sa lecture ? Premièrement, le pluralisme syndical est bel et bien installé au sein de la profession. Considéré depuis l'après-guerre comme inébranlable dans son monolithisme, ce système découvre peu à peu sa diversité. La Profession agricole n'offre plus l'image monochrome d'antan et les discours qui en émanent sont très loin d'être monocordes. Ce sondage le montre une nouvelle fois : le mythe de l'unité

paysanne a définitivement volé en éclat. Et nous voyons bien que les tentatives qui consisteraient à nier cet éclatement seraient vaines au regard même des premiers intéressés que sont les agriculteurs.

Si le tandem constitué par la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles et les Jeunes Agriculteurs (ex CNJA) semble se stabiliser et rester majoritaire, il n'en demeure pas moins que la Confédération Paysanne reste présente dans un paysage qui voit le renforcement d'une Coordination Rurale-Union Nationale susceptible d'étendre ses positionnements institutionnels dans nombre de départements.

Les disparités agricoles locales déterminent le vote

Au-delà de la passagère figure médiatisée de José Bové, émergent dans les campagnes de nouvelles formes d'organisations collectives qui n'ont pas tardé à trouver leur place au sein de l'espace professionnel. Cette nouvelle réalité dans le champ de la représentation professionnelle trouve ses fondements dans les évolutions d'une agriculture européenne mondialisée ayant créé des ruptures faisant jaillir les différences de statuts, de revenus, de modes de production. Si ces disparités transcendent l'histoire agricole, elles constituent aujourd'hui un «terreau» propice à l'expression de divergences d'intérêts de plus en plus manifestes, notamment entre des régions où la spécialisation des structures d'exploitation prend une importance considérable. Ainsi, la coordination rurale semble être susceptible de faire de meilleurs scores chez les éleveurs de porcs ou de volailles et dans les régions céréalières de l'Île de France ou du Centre. Cependant, les crises que traversent certains secteurs ne sont pas les seules raisons à la versatilité professionnelle. Les viticulteurs réserveraient encore massivement leurs voix au syndicalisme majoritaire. Soulignons que l'émergence ou le renforcement de la Coordination rurale n'est pas sans lien avec la présence sur la scène politique de mouvements comme CPNT ou le MPF. Nous voyons également que le temps des utopies n'est plus de mise et qu'au-delà de la question des prix, la question des conditions de vie et la façon de les ressentir tant au sein de leur exploitation qu'au sein de leur environnement demeure importante. Si l'on cumule les résultats, l'attention relative au soutien à la modernisation des exploitations et au res-

pect des contraintes environnementales semblent aussi important que l'attachement à la distribution des aides PAC.

Les femmes et les jeunes incertains sur leur participation

Et c'est certainement pour ces raisons que les jeunes et les femmes montrent plus de défiance à l'égard de l'appareil de représentation. Avec respectivement 60% et 54% d'incertitude autour de leur participation à cette prochaine élection, ces deux populations lancent un message fort à l'ensemble des obédiences professionnelles. Au-delà de ce qui pourrait apparaître comme le signe d'un désengagement voire d'une crise de la représentation professionnelle ce message est celui de deux composantes majeures qui se sentent de plus en plus seules pour affronter les nouvelles réalités agricoles. Jamais dans l'histoire, les jeunes agriculteurs et les femmes n'auront été aussi seuls dans la construction d'un projet professionnel qui n'est plus un projet de couple, mais avant tout, un projet individuel au sein de structures au capital abstrait et dépersonnalisé.

Le modèle familial jadis support de l'élan modernisateur notamment dans l'Ouest de la France est profondément déstabilisé par l'individualisation de l'installation et du travail en agriculture. Le passage du couple à l'individu soulève de nouvelles interrogations auxquelles aucune organisation ne sait répondre. La défiance de la jeunesse agricole est celle d'une jeunesse marquée profondément par un célibat qui traduit le malaise de nombreux agriculteurs. Une situation qui s'explique en partie par les difficultés rencontrées par les femmes dans la définition de leur place.

Dans une telle perspective, les résultats des élections aux chambres d'agriculture doivent nous renseigner non seulement sur les relations qu'entretiennent les agriculteurs aux projets de politique agricole mais également aux transformations y compris les plus intimes qui affectent ce milieu dans son mode de vie et dans la confiance que chacune de ses composantes place en l'avenir. Ce sondage confirme que la profession éprouve des difficultés à dépasser le modèle modernisateur en forgeant un nouveau cadre susceptible de penser la pluralité des mondes agricoles. Aucun projet, aucun discours proposés ne permet d'embrasser la diversité qui se fait jour.

Sociologue, Chercheur post-doctorant
Centre de recherches politiques de
Sciences Po-Paris (CEVIPOF)